



# Assemblée générale

Distr. limitée  
19 novembre 1999  
Français  
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Cinquième Commission

Points 121 et 155 de l'ordre du jour

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001

Rapport de la Commission du droit international  
sur les travaux de sa cinquante et unième session

## Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquante et unième session

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution  
A/C.6/54/L.7/Rev.1

État présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153  
du Règlement intérieur de l'Assemblée générale

1. À sa 36e séance, le 19 novembre 1999, la Sixième Commission a adopté le projet de résolution A/C.6/54/L.7/Rev.1. Elle était saisie d'un état des incidences du projet de résolution sur le budget-programme (A/C.6/54/L.21).

### A. Demandes formulées dans le projet de résolution

2. Aux paragraphes 10 et 11 du projet de résolution A/C.6/54/L.7/Rev.1, l'Assemblée générale :

a) Déciderait, sans préjudice de toute décision future à ce sujet, que la prochaine session de la Commission du droit international se tiendrait à l'Office des Nations Unies à Genève du 1er mai au 9 juin et du 10 juillet au 18 août 2000;

b) Prierait la Commission de mettre en oeuvre les dispositions prévues au paragraphe 639 de son rapport<sup>1</sup>.

### B. Rappel des faits

3. Comme l'Assemblée générale l'avait demandé dans sa résolution 53/206 du 18 décembre 1998, la Commission du droit international a examiné les avantages et les inconvénients de tenir des sessions en deux parties à partir de l'an 2000. À sa cinquante et unième session, elle a fait observer qu'une session scindée en deux parties permettrait de faire le travail préparatoire intrasessionnel de manière à rendre la seconde partie de la session plus productive et elle a cité plusieurs exemples à l'appui de son opinion<sup>2</sup>.

4. La Commission a aussi fait valoir que la scission de la session permettrait aux membres d'être plus assidus et irait donc dans le sens de l'avantage que l'on voyait à l'origine à ce que la Commission ne représente pas pour ses membres une fonction à plein temps. Elle a souligné

que l'expérience que l'on avait déjà d'une session en deux parties (en 1998) confirmait le bien-fondé de cette façon de voir<sup>3</sup>.

5. La Commission a fait observer que toute augmentation des coûts qui pourrait découler d'une scission de la session devrait, d'après une analyse fondée sur les résultats, être largement compensée par un accroissement de la productivité et qu'il serait possible de réaliser des économies en réorganisant le programme de travail d'une session en deux temps, de façon à pouvoir réserver une ou deux semaines à la fin de la première partie et/ou au début de la seconde partie de la session aux seules réunions qui peuvent se tenir avec un nombre restreint de membres de la Commission. Elle a déclaré qu'elle mettrait cette possibilité à profit dès 2000<sup>4</sup>.

### **C. Corrélation entre les demandes formulées et le plan à moyen terme pour la période 1998-2001 et le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001**

6. La demande de l'Assemblée générale mentionnée au paragraphe 2 ci-dessus a trait à des activités prévues au sous-programme 4.3 (Développement progressif et codification du droit international) du programme 4 (Affaires juridiques), ainsi qu'au programme 27 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et services de conférence) du plan à moyen terme pour la période 1998-2001<sup>5</sup>, ainsi qu'au chapitre 8 (Affaires juridiques) et au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001<sup>6</sup>. Les activités demandées dans le projet de résolution n'entraîneraient pas de modification de ces programmes.

### **D. Dépenses supplémentaires pour l'exercice biennal 2000-2001**

7. Des ressources ont été demandées dans le projet de budget-programme pour la tenue de deux sessions de 12 semaines à Genève, une en 2000 et une en 2001. Les dépenses correspondant aux honoraires et aux frais de voyage des membres de la Commission, ainsi qu'aux frais de voyage des membres du Secrétariat pour les deux sessions de 12 semaines à Genève ont été estimées à 1 961 200 dollars.

8. Au cas où l'Assemblée générale adopterait le projet de résolution, la Commission tiendrait à Genève une session de 12 semaines, scindée en deux parties, du 1er mai au 9 juin et du 10 juillet au 18 août 2000. La tenue d'une session scindée entraînerait des dépenses supplémentaires correspondant aux frais de voyage du Président et des membres de la Commission (90 000 dollars) et aux frais de voyage et de subsistance des membres du Secrétariat (15 200 dollars).

### **E. Possibilité de financement**

9. Les services à fournir à la Commission du droit international pendant deux sessions de 12 semaines sont prévus dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001. Aucun crédit n'a été demandé par contre pour couvrir les dépenses supplémentaires qu'entraînerait la tenue de deux sessions scindées.

10. En ce qui concerne le coût des services de conférence, le projet de budget-programme prévoit des ressources pour couvrir non seulement les réunions déjà inscrites au calendrier des conférences, mais aussi celles qui pourraient être ajoutées ultérieurement par suite de décisions de l'Assemblée générale, à condition que le nombre et la répartition des réunions soient à peu près semblables à ceux des années précédentes. Sur cette base, il est prévu qu'aucune ressource supplémentaire ne serait nécessaire pour assurer les services de conférence à l'intention de la Commission.

### **F. Fonds de réserve**

11. On se souviendra que, conformément à la procédure établie par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986, il est créé pour chaque exercice biennal un fonds de réserve destiné à couvrir les dépenses additionnelles qui résultent des décisions des organes délibérants pour lesquelles aucun crédit n'est inscrit au budget-programme. Si les dépenses additionnelles envisagées à ce titre dépassent les ressources du fonds de réserve, les activités auxquelles se rapportent ces dépenses ne peuvent être inscrites au budget que moyennant la réaffectation de crédits prévus pour des activités de moindre priorité ou le réaménagement d'activités approuvées. Si une réaffectation n'est pas possible, les activités nouvelles doivent être reportées à un exercice ultérieur. Un état récapitulatif de toutes les incidences sur le budget-programme, de même que des prévisions révisées, seront soumis à l'Assemblée à la fin de la présente session.

## G. Récapitulation

12. En conséquence, au cas où l'Assemblée générale adopterait le projet de résolution A/C.6/54/L.7/Rev.1, il en résulterait une dépense additionnelle de 105 200 dollars au chapitre 8 (Affaires juridiques) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001.

### *Notes*

<sup>1</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-quatrième session, Supplément No 10 et rectificatifs* (A/54/10 et Corr.1 et 2).

<sup>2</sup> Ibid., par. 636.

<sup>3</sup> Ibid., par. 637.

<sup>4</sup> Ibid., par. 639.

<sup>5</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 6* (A/53/6/Rev.1).

<sup>6</sup> Ibid., cinquante-quatrième session, Supplément No 6 (A/54/6/Rev.1), vol. II.

---